

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLICÉFAI – 000099 – AMR 25/05/00

**Action complémentaire sur l'EXTRA 161/99 (AMR 25/41/99 du 12 novembre 1999) et suivantes (AMR 25/42/99 du 19 novembre 1999 et AMR 25/43/99 du 2 décembre 1999)**

*Avertissement* : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

## PRISONNIER D'OPINION / ARRESTATIONS ARBITRAIRES

<b>CUBA</b>	<b>Oscar Elías BISCET GONZÁLEZ, militant des droits humains, prisonnier d'opinion</b> <b>Nouveaux noms :</b> <b>Fermín SCULL ZULUETA, susceptible d'être considéré comme un prisonnier d'opinion</b> <b>Eduardo DÍAZ FLEITAS, susceptible d'être considéré comme un prisonnier d'opinion</b>
-------------	---

Londres, le 23 février 2000

Oscar Elías Biscet González doit être jugé le 25 février 2000 et le procureur général aurait demandé qu'il soit condamné à une peine de sept ans d'emprisonnement. Amnesty International demande quant à elle la libération immédiate et inconditionnelle de ce prisonnier d'opinion.

Président de la *Fundación Lawton de Derechos Humanos* (Fondation Lawton pour les droits humains), Oscar Elías Biscet González a été appréhendé le 3 novembre 1999 et inculpé dans un premier temps d'« *insulte aux symboles de la patrie* » pour avoir semble-t-il hissé un drapeau cubain à son domicile lors d'une conférence de presse ayant eu lieu en octobre 1999. La requête du procureur rendue publique en février mentionne deux autres inculpations, « *troubles à l'ordre public* » et « *incitation à commettre une infraction* ».

Deux autres dissidents arrêtés à la veille du Sommet ibéro-américain qui s'est tenu à La Havane doivent être jugés par le même tribunal et le même jour qu'Oscar Biscet. Eduardo Díaz Fleitas, vice président du groupe illégal *Movimiento 5 de agosto* (Mouvement du 5 août), et Fermín Scull Zulueta ont été arrêtés à La Havane le 10 novembre 1999, lors d'une manifestation qui avait débuté de manière pacifique au Parc Dolorés. Selon le journal gouvernemental *Granma*, ils brandissaient des « *pancartes portant atteinte au pays et provoquant la foule* ». Le journal affirmait que les hommes portaient une bannière demandant que « *justice* » soit fait pour les enfants « *assassinés* », se référant semble-t-il aux avortements. Une foule composée de sympathisants du gouvernement aurait attaqué et frappé les deux hommes qui auraient tous deux été inculpés de « *troubles à l'ordre public* ». Le procureur aurait requis une peine d'un an d'emprisonnement contre Eduardo Díaz Fleitas et de quatre ans d'emprisonnement contre Fermín Scull Zulueta.

Dans ses déclarations, le gouvernement indique que les deux hommes avaient déjà été condamnés. Pourtant, Amnesty International n'a pu se procurer aucune information concernant les infractions dont ils auraient été reconnus précédemment coupables. L'Organisation est en train d'enquêter sur le cas de ces deux hommes pour déterminer s'il s'agit de prisonniers d'opinion.

**ACTION RECOMMANDÉE SUPPLÉMENTAIRE : aérogramme / lettre par avion / fax / télex** (en espagnol ou dans votre propre langue) :

demandez la libération immédiate et inconditionnelle d'Oscar Elías Biscet González, qu'Amnesty International considère comme un prisonnier d'opinion détenu uniquement pour avoir tenté d'exercer sans violence son droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion ;

demandez qu'Eduardo Díaz Fleitas et Fermín Scull Zulueta, qui pourraient être des prisonniers d'opinion, soient libérés ou jugés dans le respect des normes internationales d'équité.

**APPELS À :**

<b>Procureur général :</b> Dr Juan Escalona Reguera Fiscal General de la República Fiscalía General de la República San Rafael 3, La Habana, Cuba <b>Télex :</b> 511456 fisge <b>Fax:</b> 53 7 66 94 85 <b>Formule d'appel :</b> <i>Señor Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,</i>	<b>Ministre des Affaires étrangères :</b> Sr. Felipe Pérez Roque Ministro de Relaciones Exteriores Ministerio de Relaciones Exteriores Calzada N° 360, Vedado, La Habana, Cuba <b>Télex:</b> 511122 / 512950 / 511464 <b>Fax:</b> 53 7 33 3085 / 33 3460 <b>Formule d'appel :</b> <i>Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,</i>
<b>Ministre de l'Intérieur :</b> General Abelardo Colomé Ibarra Ministro del Interior Ministerio del Interior Plaza de la Revolución, La Habana, Cuba <b>Fax :</b> 53 7 335261 <b>Formule d'appel :</b> <i>Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,</i>	

**COPIES À :**

<b>Union nationale des juristes :</b> Unión Nacional de Juristas Apartado 4161, La Habana 4, Cuba	<b>Rédacteur en chef du quotidien Granma :</b> Sr Jacinto Granda de Laserna Granma Apdo 6260, La Habana, Cuba
ainsi qu'aux représentants diplomatiques de Cuba dans votre pays.	

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.**

**APRÈS LE 22 MARS 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait  
foi.  
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -*